

ARRÊTÉ PORTANT DÉLÉGATION DE FONCTION ET DE SIGNATURE A MONSIEUR PHILIPPE BELLANGER, 7^{ème} VICE-PRÉSIDENT

La Présidente de la Communauté de Communes Sud Retz Atlantique,

Vu l'article L. 5211-9 du Code général des collectivités territoriales, aux termes duquel le Président d'un établissement public de coopération intercommunale peut, par arrêté, sous sa surveillance et sa responsabilité, déléguer l'exercice d'une partie de ses fonctions aux vice-Présidents,

Vu la délibération n°110 du Conseil communautaire du 23 juin 2026 portant délégation d'attributions à la Présidente,

Vu la délibération du Conseil communautaire en date du 15 avril 2026 n° 62 portant élection des vice-Présidents,

Considérant que M Philippe BELLANGER a été élu 7^{ème} vice-Président,

Considérant que, pour assurer la bonne administration des affaires communautaires, il y a lieu de confier à M. Philippe BELLANGER, 7^{ème} vice-Président, une délégation de fonctions et de signature dans le domaine bâtiments (Schéma directeur immobilier et nouveaux projets).

ARRETE

Article 1 :

À compter du 23 juin 2026, délégation de fonction est donnée à M. Philippe BELLANGER, 7^{ème} vice-Président en charge des bâtiments (Schéma directeur immobilier et nouveaux projets), pour la préparation, l'exécution, le suivi de tous les actes, courriers, décisions et documents relatifs aux compétences suivantes de la Communauté de communes :

- Étude, création, aménagement et entretien du patrimoine communautaire, notamment de la gendarmerie ;
- Gestion locative du patrimoine immobilier d'entreprises de la Communauté de communes.

Il est également autorisé à signer tout document, acte ou convention entrant dans le champ des compétences qui lui sont déléguées, dans les limites fixées par les dispositions législatives et réglementaires en vigueur.

Article 2 :

Dans le cadre de cette délégation, M. Philippe BELLANGER est autorisé à signer des actes délégués à la Présidente par le Conseil communautaire :

- les correspondances, courriers et actes de gestion courante relatifs aux Bâtiments (Schéma directeur immobilier et nouveaux projets) ;
- les convocations, ordres du jour, procès-verbaux et comptes rendus de la Commission Bâtiments (Schéma directeur immobilier et nouveaux projets) ;
- Les marchés publics, devis, bons de commande, lettres de commande ainsi que tous les documents relatifs à la commande publique, dans la limite de 10 000 € HT par acte, dans le

respect des dispositions du code de la commande publique et du règlement intérieur applicable, ainsi que dans la limite des crédits ouverts au budget ;

- Les conventions, contrats et leurs avenants relatifs aux Bâtiments (Schéma directeur immobilier et nouveaux projets) dont l'incidence financière pour la Communauté de communes est inférieure à 10 000 € HT et dans la limite des crédits ouverts au budget.

Article 3 : Exécution

Le Directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera transmis au représentant de l'État dans le département, publié et notifié à l'intéressé.

Une ampliation du présent arrêté sera adressée à Monsieur le Préfet.

Article 4 : Voies et délais de recours

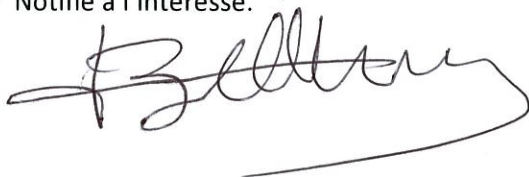
Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux auprès de la Présidente de la Communauté de communes ou d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, dans un délai de deux mois à compter de sa publication ou de sa notification.

Article 5 : Publicité

Le présent arrêté sera publié conformément aux dispositions en vigueur, inscrit au registre des actes administratifs de la Communauté de communes et notifié à M. Philippe BELLANGER.

Fait à Machecoul-Saint-Même,
Le

Notifié à l'intéressé.



À Machecoul-Saint-Même,

La Présidente
Manuella PELLETIER-SORIN

